

Le Réseau Action Climat interpelle les candidats aux élections de 2012

Communiqué du Réseau Action Climat - France et de ses associations membres

mardi 22 novembre 2011

Le RAC-France et ses associations membres lancent aujourd'hui un appel aux candidats aux élections de 2012 à travers un document portant sur 7 mesures clés pour engager la France dans une transition énergétique fondée sur la maîtrise de notre consommation d'énergie et le développement des énergies renouvelables, à même de contribuer à la protection du climat.

L'urgence climatique se renforce

Le dérèglement du climat, éclipsé par la crise économique, n'en demeure pas moins une réalité appelant des réponses urgentes et à la hauteur du défi. Plusieurs études récentes indiquent que les chances de maintenir le réchauffement de la planète bien en deçà de 2°C, comme s'y était engagée la Communauté internationale, sont de plus en plus minces...

La France a pris des engagements pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre mais l'aggravation de la crise climatique milite pour un rehaussement de son objectif de réduction des émissions à -30% au minimum d'ici à 2020 et l'adoption de mesures fortes pour le respecter.

Donner corps à la transition énergétique

Les prochaines élections doivent marquer ce changement de cap dans la manière de répondre aux crises climatique et énergétique auxquelles nous faisons face, le Grenelle de l'environnement ayant échoué en la matière.

Les candidats ont tous intégré dans leurs discours le concept de « transition énergétique ». Il s'agit désormais pour eux de dépasser le domaine des vœux pieux en s'engageant sur des mesures concrètes et structurantes à même de paver la voie vers une économie sobre en carbone et en énergie :

- La mise en place d'une contribution climat énergie qui permettra d'amorcer une fiscalité écologique dans notre pays ;
- L'adoption d'une loi de sortie progressive et complète du nucléaire pour laisser la place aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ;
- Une révision du mode de gouvernance des questions énergétiques pour permettre aux collectivités locales de jouer pleinement leur rôle en la matière ;
- Une obligation de rénovation énergétique des bâtiments anciens afin d'exploiter cet énorme gisement d'économies d'énergie ;
- Une réduction des émissions du secteur agricole, grand oublié des engagements du Grenelle de l'environnement ;
- Des infrastructures de transports sobres en carbone et en énergie pour limiter les émissions dans le secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre ;
- Une stratégie de lutte contre l'étalement urbain, vecteur d'émissions de gaz à effet de serre.

Les bénéfices de ces mesures dépasseront largement la sphère environnementale. Réduire nos émissions de gaz à effet de serre d'au moins 30% d'ici à 2020 et s'engager dans une politique volontariste de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables permettra de créer 700 000 emplois nets en France et d'économiser 5 milliards d'euros sur notre facture énergétique qui représente à elle seule l'équivalent de notre déficit extérieur.

Le RAC-F et ses associations membres s'investiront auprès des citoyens et des candidats tout au long de la campagne pour faire en sorte que les questions de refonte de notre système énergétique et de lutte contre le changement climatique soient au cœur des prochaines élections.

Retrouvez le document complet à l'adresse : www.rac-f.org/-Elections-presidentielles-2012-.html

Contacts :

- Morgane Créach - Réseau Action Climat : 06 59 25 19 31 / 01 48 58 83 92

- Raphaël Claustre - CLER : 06 03 85 87 96